

Histoire de France populaire

Laurence De Cock

Illus. Fred Sochard

Agone, novembre 2024

560 pages, 29 €

Avec son *Histoire de France populaire*, Laurence De Cock conduit un projet extrêmement ambitieux. D'abord parce qu'il s'étend sur une période très longue, «*d'il y a très longtemps à nos jours*». Ensuite parce qu'elle prétend parler de tous et de toutes. Enfin parce qu'elle aspire à s'adresser à chacun et chacune, en étant accessible.

Mais attention, accessible ne veut pas dire travail appauvri : l'autrice clarifie, complète, remet à l'endroit et corrige nombre d'idées fausses sur l'histoire de France. Idées qui sont pourtant celles encore largement en circulation. Si elles perdurent dans nos têtes c'est parce que, pour certaines et certains d'entre nous, nous les avons apprises à l'école. De nombreuses découvertes d'historiens intervenues depuis nous échappent, car on ne révisait pas forcément notre histoire de France tous les dix ans. Ces idées persistent aussi parce que certaines et certains prétendent expliquer l'histoire, la vulgariser, tout en étant paresseux et/ou intellectuellement malhonnêtes. Ces personnes ne s'informent pas auprès d'historiens et continuent à tronquer volontairement la réalité parce qu'elle ne leur convient pas et contredit leur idéologie.

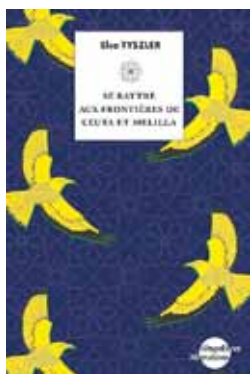
Par exemple, dire que De Gaulle donne le droit de vote aux femmes en avril 1944, c'est oublier ou effacer que derrière l'ordonnance du général, des millions de femmes anonymes ont manifesté pour revendiquer l'égalité des droits, pris des risques, et ce, pendant des décennies. C'est laisser penser qu'elles n'étaient pas actrices de leur propre histoire et de l'histoire en général. C'est nier la force du groupe qui s'unit pour l'émancipation.

Un autre exemple parmi beaucoup d'autres, dans cet ouvrage



d'une grande richesse : la commémoration du 8 mai 1945. Il s'agit de la capitulation allemande et non de la « fin de la guerre », qui ne s'achève que le 2 septembre après la destruction de Nagasaki et d'Hiroshima sous les bombes atomiques. Et le 8 mai 1945 en Algérie, toujours française, c'est aussi l'écrasement d'une révolte qui fera entre six et dix-mille morts. Ces ultra-majoritairement Algériens demandaient l'indépendance et l'égalité des droits. Rétablir la précision et la vérité des faits de l'histoire, comme le fait ici L. De Cock, permet que celles et ceux qui en ont été les victimes, ou les actrices et les acteurs discrets, soient reconnus, existent dans l'histoire, parce l'histoire de France n'est pas faite par quelques célébrités masculines et blanches, mais par des millions d'hommes et de femmes de toutes conditions et origines.

Barbara Romagnan,
membre du bureau
national de la LDH



Se battre aux frontières de Ceuta et Melilla

Elsa Tyszler

Presses universitaires
de Vincennes, juillet 2024

240 pages, 15 €

Sociologue chercheuse, Elsa Tyszler nous livre dans cet ouvrage le résultat d'une enquête ethnographique qu'elle a conduite durant trois ans, sur les violences aux frontières de Ceuta et Melilla, seule frontière terrestre entre l'Afrique et la Méditerranée et «*laboratoire de la répression menée aux frontières de l'UE*». C'est bien là, entre le Maroc et l'Espagne, que sont nées les politiques d'externalisation des frontières de l'UE.

L'autrice raconte, avec un parti pris militant et féministe, ces violences souvent légitimées par la défense des frontières.

Pour réaliser son enquête, elle a choisi de s'engager dans différentes ONG et s'est appuyée sur

les organisations d'aide aux personnes étrangères comme l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et le Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et migrants (Gadem). Et ce sont les personnes migrantes, premières et premiers concernés, qui sont au cœur de l'ouvrage et racontent leur histoire.

Elsa Tyszler nous fait plonger dans ce qu'elle appelle une «*frontière raciale*» particulièrement structurée par la «*nérophobie*». La violence qui en résulte provoque la déshumanisation et la mort, avec un régime de grande impunité⁽¹⁾. Elle met en avant les rapports de race (ce sont les personnes d'origine subsaharienne qui sont d'abord concernées) et ceux de genre (les femmes migrantes sont souvent invisibilisées alors qu'elles ont toujours été là), trop souvent masqués ou ignorés.

Les mots sont durs. L'autrice a du mal à contraindre sa colère face à l'ultraviolence dont elle est témoin. Elle veut comprendre et ne trouve de réponse que dans l'histoire coloniale. La lecture, comme elle le dit elle-même, peut s'avérer douloureuse (et elle l'est souvent), et le parti pris postcolonial et décolonial pourra gêner certaines lectrices et certains lecteurs mais c'est un exercice salvateur pour tous ceux et celles qui cherchent sinon à comprendre, du moins à mieux connaître cette ultraviolence⁽²⁾. L'espoir reste pourtant là, avec des espoirs qui n'arrivent pas à s'éteindre, pas plus que les résistances malgré ces trente ans de politiques sans cesse plus dures.

(1) Dans sa conclusion, l'autrice donne une place importante à la contre-enquête faite par des ONG (à laquelle elle a participé) sur le massacre du 24 juin 2022 qui aurait fait vingt-trois morts selon les autorités marocaines, mais sans doute beaucoup plus (www.borderforensics.org/fr/enquetes/nadormelilla).

(2) L'ouvrage est accompagné d'une riche bibliographie.

Marie-Christine Vergiat,
membre du comité
national de la LDH